

## **Impact de la crise financière et économique mondiale sur l'Algérie**

Aux Etats-Unis, la crise des Subprime engendrée par la mévente ou, au mieux, par la cession, à de faibles prix, de millions d'habitations de débiteurs surendettés et insolubles, est à l'origine du problème de manque de liquidités auquel ont dû faire face dans un premier temps les banques créancières et les établissements financiers qui ont racheté à ces dernières une partie de leurs créances hypothécaires.

En effet, cette crise des Subprime ne s'est pas limitée aux banques et établissements financiers des Etats-Unis seulement, mais elle s'est étendue par la suite aux banques et institutions financières d'autres Continents mettant en difficulté plusieurs établissements financiers sinon en situation de faillite nécessitant des interventions de sauvetage des pouvoirs publics. C'est le cas notamment de la banque assurance FORTIS en Belgique, de la Northern Bank en Grande Bretagne, de Globex et de Kitfinances en Russie ; Alors que d'autres banques ont tout simplement été abandonnées à leur sort comme les banques Lehman Brothers et IndyMac entre autres.

Dans ce contexte et pour récupérer le maximum de fonds et reconstituer leurs trésoreries, les Fonds de pension, les Fonds d'investissement et les « Hedge Funds » ont procédé à la vente massive de leurs actifs immobiliers et financiers entraînant ainsi :

- la chute des cours des principales places boursières : Paris, Tokyo, Shanghai, Bahreïn, Bombay...
- la diminution et le renchérissement de l'offre de crédit bancaire aux entreprises,
- le ralentissement ou le gel des investissements des entreprises.

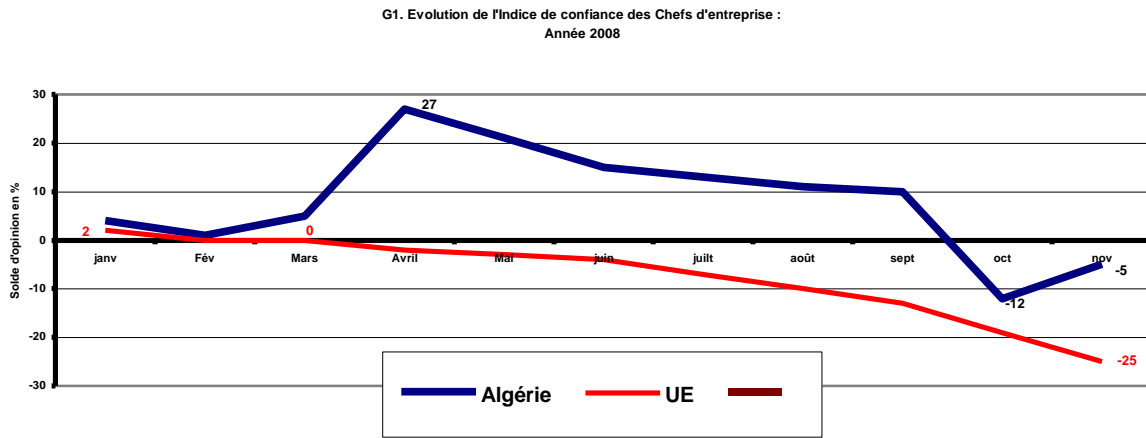
Les autres Agents économiques, en l'occurrence les Entreprises, ont été eux aussi rattrapés par cette crise. Ils ont dû faire face, i) au renchérissement du crédit bancaire pour le financement de leurs productions ou/et de leurs investissements, et ii) à la baisse de la demande en raison de la diminution des crédits à la consommation (particulièrement les prêts bancaires pour l'achat de véhicule). De ce fait, des milliers de petites et moyennes entreprises ont tout simplement cessé d'exister, alors que parallèlement les grandes entreprises, supposées être plus à l'abri, ont dû réduire leurs activités et adapter l'utilisation de leurs capacités de production à la nouvelle situation soit par la contraction de leur personnel soit en recourant à des arrêts techniques temporaires. Le secteur le plus touché est celui de l'automobile qui enregistre déjà en cette fin d'année 2008 des baisses des ventes comprises entre 30% et 47% pour les constructeurs américains, entre 32% et 34% pour les constructeurs japonais, de 18% pour les constructeurs allemands, de 14% en France, de 30% en Italie et de 50% en Espagne.

Ainsi donc la crise, qui a pris ses origines dans la sphère financière, s'est étendue rapidement à la sphère économique et dont les premiers signes sont :

- Le ralentissement de l'activité des entreprises entraînant des licenciements massifs ou des opérations de restructuration, faisant ainsi reculer le PIB, accroître le chômage, et baisser les prix. Aux États-Unis, l'activité industrielle est tombée

en octobre à son plus bas niveau depuis plus d'un quart de siècle entraînant une forte baisse de la consommation de produits pétroliers.

- La contraction de la consommation finale des ménages, suite à la baisse de leur pouvoir d'achat, s'est traduite par la hausse des stocks des produits des entreprises,
- Le manque de confiance des Chefs d'entreprise, caractérisé par la tendance baissière de l'indice de confiance des industriels et autres indicateurs de mesure de l'évolution du climat des affaires, dans l'Union européenne premier partenaire commercial de notre pays et en Algérie, comme illustré par le graphique ci-dessous.



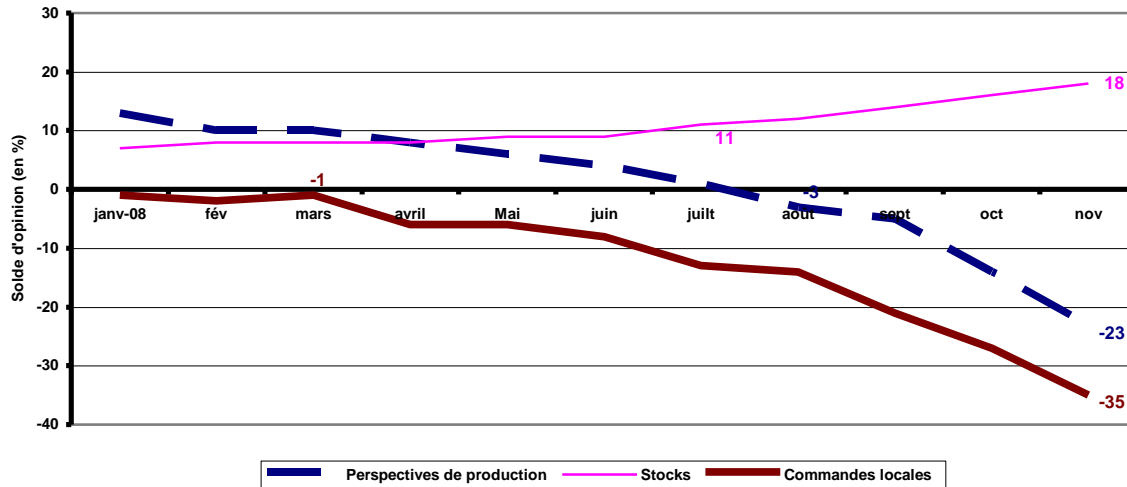
L'Union européenne connaît sa première récession économique depuis la création de la monnaie unique en 1999. Cette crise a pris place depuis le deuxième trimestre 2008 comme le montre à la fois l'évolution du PIB et celle de l'indice de confiance des industriels de l'Union européenne :

- Le PIB des pays de l'Union européenne a reculé successivement de 0,2% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 et de 0,2% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008,
- L'Indice de confiance des industriels\* des pays de l'Union européenne, en raison particulièrement de l'accélération de la baisse du niveau des commandes des Clients à partir de mars 2008, a reculé de 25 points de mars 2008 (valeur « zéro ») à novembre 2008 (-25) comme illustré par le graphe No 1 ci-dessus.
- On relève par contre, pour ce qui est du niveau des stocks et celui de la production, que la situation n'est devenue préoccupante qu'à partir de juin-juillet 2008 soit un décalage de trois mois par rapport à la situation observée pour le niveau des commandes (CF. Graphe No 2).

\* Contrairement au PIB qui est estimé à partir de données quantitatives, l'indice de confiance est calculé à partir des soldes d'opinion (données qualitatives) des chefs d'entreprise se rapportant aux perspectives de production, au volume des commandes et

au niveau des stocks. Il traduit la perception qu'ont les Chefs d'entreprise de l'évolution du climat des affaires.

G2. Evolution des composantes de l'Indice de confiance des industriels de l'UE



### Quel a été l'impact de la crise financière et économique mondiale sur l'Algérie ?

L'impact de la crise financière mondiale qui, d'après les Experts, durera encore quelques années, est fortement atténué par les mesures et décisions prises par les Pouvoirs publics ces dernières années, on citera notamment :

- La création en 2001 du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) qui avec un montant de plus de 4.000 milliards de dinars en novembre 2008, est utilisé pour financer le déficit budgétaire généré par les dépenses d'équipement et les programmes de développement en cours et futurs,
- la révision de la loi sur la monnaie et le crédit en 2003 qui a débouché sur l'assainissement de la place financière nationale,
- les remboursements anticipés : i) de la dette publique interne qui est passée de près de 1.800 milliards de dinars en 2006, à 700 milliards de dinars au mois de septembre 2008 et ii) de la dette extérieure qui est passée de 21 milliards de dollars en 2004 à près de 4 milliards de dollars réduisant fortement le poids du service de la dette sur la balance des paiements extérieurs,
- le report en 2007, du processus de privatisation des banques publiques (Le Crédit Populaire Algérien entre autres), les mettant ainsi à l'abri d'une contagion par la crise du système financier dans le monde,
- La priorité accordée aux crédits locaux pour la réalisation de nos grands chantiers par des entreprises étrangères, évitant ainsi la reconstitution de l'endettement extérieur,

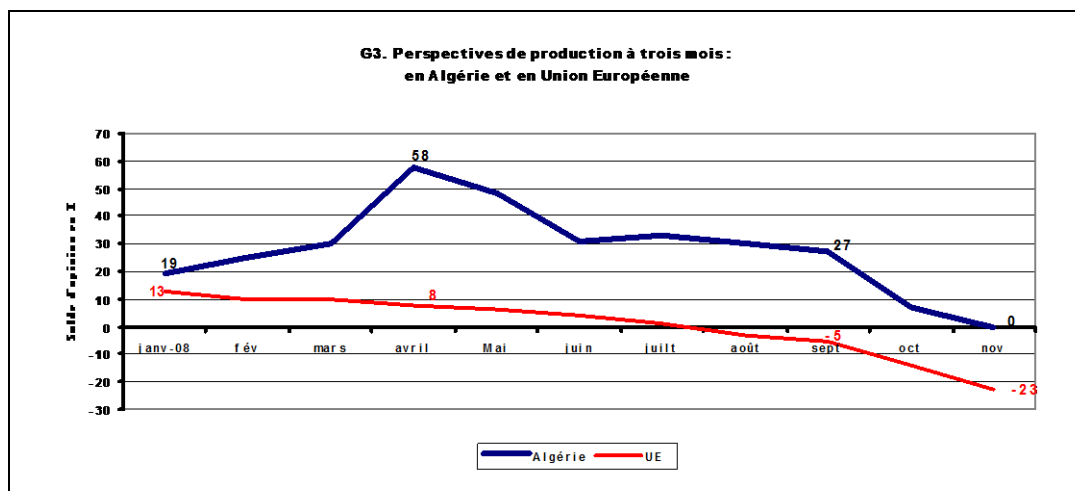
- La préférence de la Banque d'Algérie dans le placement sécurisé des réserves de change, au placement à forte rentabilité mais risqué.

Cependant, en dépit de l'aisance financière de l'Algérie, la récession économique mondiale aura pour :

**1<sup>er</sup> impact**, une baisse substantielle des recettes budgétaires du pays en raison d'une part de la chute des prix des hydrocarbures à des niveaux jamais observés depuis près de quatre ans (durant le second semestre 2008, les prix du baril de pétrole sont passés de plus de 130 dollars en juillet 2008 à moins de 40 dollars à fin 2008) et d'autre part de la place qu'occupent les hydrocarbures dans les exportations de l'Algérie (98% des recettes en devises des exportations) et dans le Produit Intérieur Brut (50% du PIB en 2008 contre 33% en 2002). De ce fait, les prévisions de clôture des recettes générées par la fiscalité pétrolière, estimées initialement à 80 milliards de \$US, ont été revues à la baisse à 75 milliards de \$US à la fin de l'année 2008.

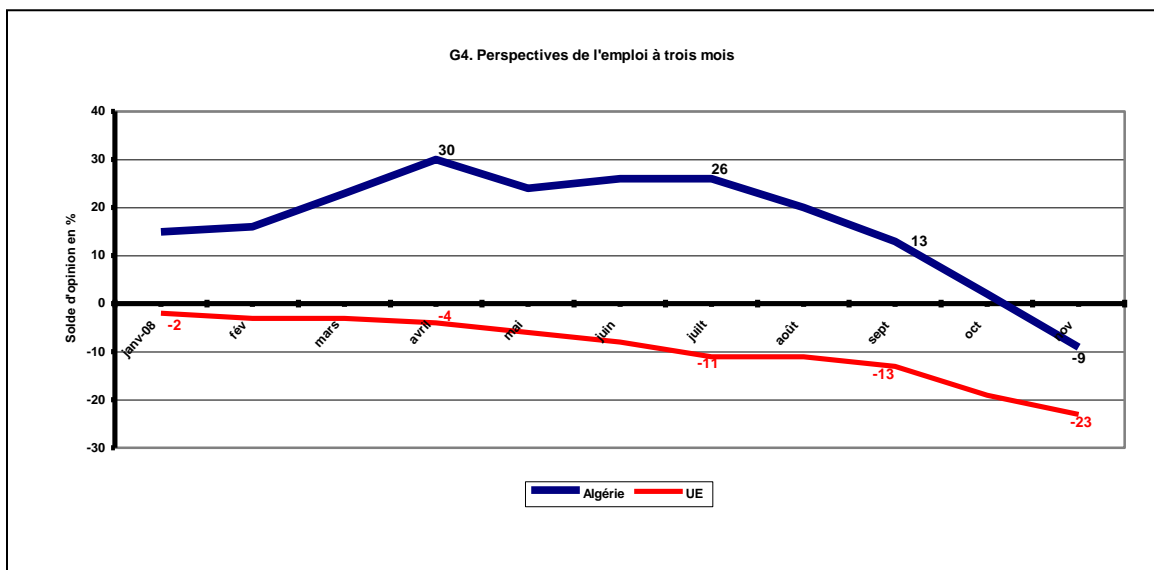
Cette baisse des ressources budgétaires n'aura cependant pas de conséquences sur les projets publics, structurels et structurants, en cours de réalisation inscrits au titre du programme du soutien à la croissance et des programmes spéciaux wilayas du Sud et wilayas des Hauts Plateaux et qui ont mobilisé pour 2008, près de 25% du Produit Intérieur Brut du pays au titre du budget public d'équipement. En effet, les réserves de change, de l'ordre de 138 milliards de dollars US à la fin du mois de novembre 2008, permettront à l'Algérie de faire face à tous ses engagements extérieurs durant cinq années, sans recourir à l'emprunt à l'étranger, et cela même avec un envol de la facture des importations des Biens (de consommation et d'équipements) qui déjà pour 2008 s'est élevée à près de 40 milliards de \$US contre 27,3 milliards de \$US en 2007.

**Second impact**, la baisse de l'activité dans la sphère réelle. Sont affectés non seulement des entreprises tournées vers l'international telles que Michelin-Algérie (arrêt technique de son usine durant la 1<sup>ère</sup> semaine de janvier 2009) et Arcelor Mittal (mise en veilleuse d'un Haut fourneau l'usine d'El Hadjar) mais aussi des entreprises tournées vers le marché intérieur qui en raison de l'intensité de leurs relations commerciales avec l'Union européenne notamment pour ce qui est des importations des matières premières, des demis produits et même des équipements subissent des effets similaires comme on peut le remarquer à travers l'évolution comparée des indicateurs sur les perspectives de production et de l'emploi (Cf. G3 et G4 ci-après).



Comme le montre le graphe No 3 ci-dessus ; le déclin de l'activité des entreprises a commencé à partir du mois de janvier 2008 en Union Européenne et à partir d'avril 2008 en Algérie avec cependant une accélération de ce phénomène, au niveau de ces deux entités, à partir du troisième trimestre 2008. On note en effet que l'indice mesurant les perspectives de la production et qui traduit une perception des chefs d'entreprise sur le climat des Affaires intégrant un ensemble de facteurs notamment l'écoulement de la production et le niveau des commandes des Clients, a baissé :

- i) **en Algérie**, de 31 points en cinq mois du mois d'avril à septembre 2008 et de 13 points en deux mois seulement (octobre-novembre),
- ii) **en Union Européenne**, soit en moyenne pour les 27 pays qui la composent, de 13 points en cinq mois, soit du mois d'avril à septembre 2008, mais de 18 points dans une période beaucoup plus courte, qui est celle d'octobre-novembre.



Les sombres perspectives de la production ont eu un effet négatif direct sur l'emploi comme indiqué par le graphique No 4 ci-dessus. Alors qu'en Union Européenne la tendance baissière de l'indice mesurant les perspectives de l'emploi apparaît dès le début de l'année 2008 avec un indice qui passe de -2 en début d'année à -23 points en fin d'année 2008, en Algérie cette même tendance ne prend naissance qu'en juillet 2008, soit un décalage de 9 mois, avec un indice qui passe de 26 points en juillet 2008 à -9 points en décembre 2008. Il faut noter par ailleurs l'accélération de la tendance baissière à partir du mois de septembre 2008 aussi bien en Union Européenne qu'en Algérie (Cf. G4 ci-dessus).